

Documents d'accompagnement de la présentation sur les questions commerciales sous l'administration Obama

La présentation passera en revue les implications des élections présidentielles et des élections au Congrès qui ont eu lieu en 2008 pour la politique commerciale des Etats-Unis, ainsi que pour la conclusion et l'aboutissement des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du Cycle de Doha. Elle s'articule autour des cinq questions suivantes :

1. Le Président Obama a-t-il reçu un mandat en matière de politique commerciale ?
2. Quelles sont les implications du rétablissement d'un gouvernement unifié ?
3. Quelle est l'importance et la situation actuelle du mandat pour la promotion des échanges commerciaux ?
4. Quelles sont les autres questions et priorités en suspens dans la politique commerciale des Etats-Unis ?
5. Quels sont les acteurs principaux qui définiront la politique au cours des deux prochaines années ?

Les documents ci-dessous constituent une partie de la présentation. Ils utilisent le système bien établi de codage par couleur politique des Etats-Unis selon lequel les Républicains sont indiqués en **rouge** et les Démocrates en **bleu**.

La présentation sera suivie d'une séance de questions-réponses.



Tableau 1 : Résultats des élections présidentielles américaines, 1964-2008

Bleu = Victoire démocrate ; Rouge = Victoire républicaine

Année	Gagnant	Votes électoraux	Part du vote populaire
2008	Obama	365	53,0%
<i>Moyenne 1992-2004 :</i>		327	47,7%
2004	Bush	286	50,7%
2000	Bush	271	47,9%
1996	Clinton	379	49,2%
1992	Clinton	370	43,0%
<i>Moyenne 1964-1988 :</i>		435	54,0%
1988	Bush	426	53,4%
1984	Reagan	525	58,8%
1980	Reagan	489	50,7%
1976	Carter	297	50,1%
1972	Nixon	520	60,7%
1968	Nixon	301	43,4%
1964	Johnson	486	61,1%
<i>Moyenne 1964-2008 :</i>		393	51,8%
<i>Candidats sortants réélus :</i>		439	56,1%
<i>Nouvellement élus :</i>		360	48,8%

Note : en 1968, 46 votes électoraux ont été gagnés par un candidat appartenant à un tiers parti. Pour toutes les autres élections dont il est fait mention, les votes électoraux se sont répartis entre les deux candidats des partis majoritaires.

Il convient également de noter que 1964 constitue le point de départ de ce tableau car l'élection présidentielle qui a eu lieu cette année-là était la première où le nombre de votes électoraux (538) du moment constituait un enjeu.

Tableau 2 : Résultats des élections présidentielles américaines de l'après-guerre, à proximité ou non d'une récession

Bleu = Victoire démocrate ; Rouge = Victoire républicaine

« Récession » = L'économie était en récession soit au moment de l'élection, soit au cours des douze mois qui l'ont précédée

	Récession		Pas de récession	
A entraîné un changement au niveau du parti dominant	1960 2008	1980	1976 1992*	1952 1968 2000
N'a pas entraîné de changement au niveau du parti dominant	—		1948 1964 1996	1956 1972 1984 1988 2004

* : La récession de 1991 a pris fin plus d'un an avant l'élection présidentielle de 1992 ; toutefois, cette élection pourrait sans doute figurer dans la colonne « récession » étant donné que la défaite du Président George H.W. Bush a largement été attribuée au fait que cette récession est restée gravée dans la mémoire des électeurs.

Figure 1 : La répartition du pouvoir en fonction du parti au cours des vingt et un derniers Congrès

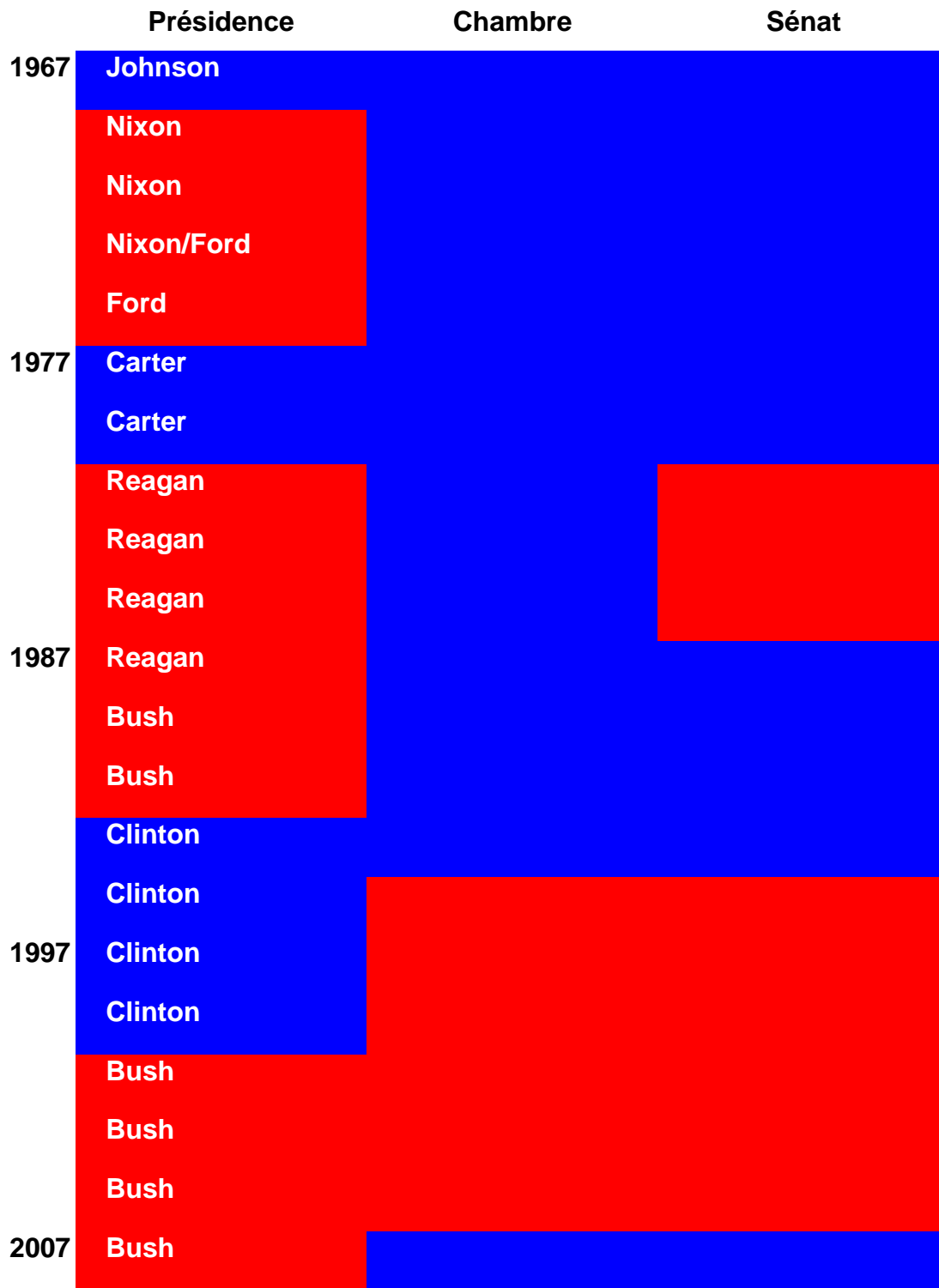


Tableau 3 : Les avantages du mandat pour la promotion des échanges commerciaux par rapport à d'autres procédures d'approbation des accords commerciaux par le Congrès

	Vote de projets de loi ou de résolutions par le Congrès	Accord du Sénat pour la ratification de traités	Législation de mise en œuvre en vertu des règles du TPA
Durée du mandat	Il s'agit d'un mandat permanent, comme le prévoit l'article I de la section 7 de la Constitution	Il s'agit d'un mandat permanent, comme le prévoit l'article II de la section 7 de la Constitution	Uniquement disponible lorsqu'il est accordé par le Congrès (généralement pour quelques années)
Rôle de la Chambre des représentants	Nécessite une majorité simple pour être approuvé (il faut aussi souligner que tout projet de loi qui a un impact sur les droits de douane doit provenir de la Chambre)	Aucun rôle, à moins que la mise en œuvre du traité ne nécessite l'adoption d'une législation (p.ex. pour réduire les droits de douane, effectuer des dépenses, etc.)	Nécessite une majorité simple pour être approuvé
Rôle du Sénat	Nécessite une majorité simple pour être approuvé (mais voir « pratiques obstructionnistes »)	Nécessite deux tiers des votes pour être approuvé	Nécessite une majorité simple pour être approuvé
Pratiques obstructionnistes au sein du Sénat	Tout sénateur peut empêcher le vote d'un projet de loi. 60 votes sont requis pour mettre fin à une pratique obstructionniste.	Idem que pour les projets de loi ordinaires	Les pratiques obstructionnistes ne sont pas autorisées
Echéances pour une action du Congrès	Aucune ; tout projet de loi qui n'aura fait l'objet d'aucune action durant un congrès de deux ans viendra à expiration (peut toutefois être réintroduit dans le Congrès suivant)	Aucune ; les traités demeurent au Sénat jusqu'à ce qu'ils soient approuvés ou rejetés, ou retirés par le président	Des échéances sont fixées pour chaque législation, consistant en une série d'étapes, totalisant 90 jours de session au maximum
Rôle des Comités permanents	Un président hostile dans l'une ou l'autre des chambres peut facilement bloquer indéfiniment un projet de loi ; une demande d'annulation peut être déposée mais il y a peu de chances qu'elle aboutisse	Le président du Comité des affaires étrangères du Sénat possède un pouvoir presque absolu d'empêcher une action sur un traité	La législation de mise en œuvre est automatiquement soumise aux deux chambres, qu'elle ait été approuvée ou non par leurs comités respectifs
Amendements	Un projet de loi ou une résolution peuvent être modifiés par l'une ou l'autre des chambres, à la majorité simple.	Les amendements, les réserves, etc. peuvent être approuvés au Sénat à la majorité simple	Il n'est pas permis de modifier la législation de mise en œuvre après qu'elle a été introduite officiellement. [Il convient toutefois de noter que les termes de la législation peuvent faire l'objet de négociations intersectorielles <i>avant</i> que le projet de loi ne soit transmis par le président]
Comités de conférence Chambre-Sénat	Doivent aplanir les divergences, le cas échéant, entre les versions d'un projet de loi de la Chambre et du Sénat	Ne sont pas requis car la Chambre ne joue aucun rôle dans l'approbation des traités en soi.	Ne sont pas requis car aucune chambre n'a le droit de modifier le projet de loi après son introduction
Antécédents en ce qui concerne l'approbation des accords commerciaux	Mitigés : parmi les échecs, on peut citer la Charte de la Havane (1947) et deux codes issus du Kennedy Round (1967), mais cette procédure a été utilisée au cours des dernières années pour approuver les conditions relatives à l'accession de la Chine à l'OMC (2000) et l'ALE entre les Etats-Unis et la Jordanie (2001)	Médiocres : la grande majorité des traités commerciaux antérieurs à 1934 n'ont pas vu le jour soit par inaction soit en raison de modifications ; cette procédure est toutefois encore utilisée pour approuver certains accords liés au commerce, tels que les traités d'investissement bilatéraux	Avant l'ALE entre les Etats-Unis et la Colombie, tous les accords soumis à la procédure accélérée/TPA ont été approuvés, dont 10 ALE, les accords issus des Cycles de Tokyo et d'Uruguay, ainsi qu'un certain nombre d'accords NPF conclus avec des pays communistes

Tableau 4 : Exemples de négociations commerciales n'ayant pas abouti, 1918-2008

Négociation	Importance	Raisons de l'échec	Moyens utilisés
Traité de Versailles, 1918-21	Aurait permis aux Etats-Unis d'accéder à la Société des Nations, y compris aux négociations commerciales	Partialité interne/jalousie institutionnelle : les Républicains ont reproché au Président Wilson (démocrate) de ne pas avoir mené suffisamment de consultations	Manœuvres parlementaires : les Républicains au Sénat ont modifié le traité au point qu'il a été jugé irrecevable par le Président Wilson
Charte de la Havane, 1947-51	Aurait permis aux Etats-Unis d'accéder à l'Organisation mondiale du commerce	Partialité interne/jalousie institutionnelle : les Républicains au Congrès ont reproché au Président Truman (démocrate) de ne pas avoir mené de consultations	Les chefs de file républicains au Congrès n'ont pas permis à la résolution approuvant l'accord de faire l'objet d'un vote
Codes issus du Kennedy Round, 1962-67	Devaient approuver des codes non tarifaires relatifs à des mesures antidumping et à l'évaluation en douane	Jalousie institutionnelle interne : des chefs de file des deux partis au sein du Congrès ont reproché au Président Johnson de ne pas avoir mené de consultations	Le Comité des finances du Sénat a refusé d'adopter la résolution qui devait approuver l'adhésion des Etats-Unis aux codes
Zone de libre-échange des Amériques, 1994-?	Initiative de libre-échange à l'échelle de l'hémisphère	Consensus difficile à obtenir : certains pensent que des rivalités entre les Etats-Unis et le Brésil ont sonné le glas des négociations dès le départ	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis février 2005]
Coopération économique Asie-Pacifique, 1994-?	Initiative de libre-échange plurilatérale	Consensus difficile à obtenir : l'échec des négociations « zéro pour zéro » sur le poisson, etc. (1998), a constitué un tournant	[L'objectif reste tel que formulé au départ, mais l'attention s'est portée sur l'OMC et les négociations bilatérales]
ALE entre les Etats-Unis et l'Equateur, 2004-?	ALE bilatéral	Changement de régime : le nouveau gouvernement de l'Equateur s'est retiré des négociations après les élections de 2006	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis mai 2006]
ALE entre les Etats-Unis et les Emirats arabes unis, 2004-?	ALE bilatéral	Réaction internationale à une controverse politique interne : une action du Congrès des Etats-Unis contre un accord de Dubaï Ports World a froissé les Emirats arabes unis	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis l'annulation du cycle de mars 2006]
ALE entre les Etats-Unis et la Thaïlande, 2006-?	ALE bilatéral	Changement de régime : les négociations ont été interrompues après que l'armée thaïlandaise a pris le contrôle en 2006	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis fin 2006]
ALE entre les Etats-Unis et la SACU, 2002-?	ALE avec une union douanière	Calcul rétrospectif : les négociations n'ont pas progressé (ce qui indique peut-être que la SACU s'est rendu compte qu'elle ne retirerait pas grand-chose d'un ALE)	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis 2006]
ALE entre les Etats-Unis et la Malaisie, 2006-?	ALE bilatéral	Consensus difficile à obtenir / règles des Etats-Unis : les négociations ont donné des résultats qui se sont toutefois révélés insuffisants au moment de l'expiration du TPA à la mi-2007	[La fin des négociations n'a pas été déclarée officiellement, mais aucune réunion n'a eu lieu depuis la mi-2007]
ALE entre les Etats-Unis et la Colombie, 2004-?*	ALE bilatéral	Partialité interne : les démocrates au Congrès étaient en désaccord avec l'administration Bush sur la protection des droits du travail en Colombie	Les démocrates au Congrès ont approuvé une résolution qui retirait les protections relatives au TPA de la législation de mise en œuvre

* : L'ALE entre les Etats-Unis et la Colombie (ainsi que ceux qui ont été conclus avec le Panama et la Corée) pourrait être approuvé en attendant les décisions de la nouvelle administration et des responsables du Congrès.

Tableau 5 : Chronologie des événements clés dans la politique économique des Etats-Unis, 2009

Date	Evénement
20 janvier	Investiture
février [pas de date précise]	<i>Rapport économique du Président</i> publié par le Comité des conseillers économiques
2 février	Le Président présente le budget de l'exercice 2010 au Congrès
16-20 février	Période au Congrès consacrée aux travaux dans les circonscriptions pour la journée présidentielle
31 mars	<i>National Trade Estimate of Foreign Trade Barriers</i> , rapport publié par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales
mi-avril	Détermination annuelle par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales de l'accès au marché des télécommunications en vertu de la section 1377 de la loi générale de 1988 sur le commerce et la compétitivité
30 avril	Détermination annuelle par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales des atteintes aux droits de propriété intellectuelle en vertu de la loi « Special 301 ».
6 avril-17 avril	Période au Congrès consacrée aux travaux de printemps dans les circonscriptions
25 mai-29 mai	Période au Congrès consacrée aux travaux dans les circonscriptions pour la Journée du souvenir
29 juin-3 juillet	Période au Congrès consacrée aux travaux dans les circonscriptions pour la Fête de l'Indépendance
30 juin	L'autorisation qui permet à l'heure actuelle à la Bolivie et à l'Equateur de bénéficier de la Loi sur les préférences tarifaires andines viendra à expiration soit ce jour-là, soit le 31 décembre (si le Président informe le Congrès que certains critères ont été remplis). Date cible pour la Chambre des représentants pour achever les travaux sur les projets de loi de finances pour l'exercice 2010.
3 août - 4 septembre	Période à la Chambre des représentants consacrée aux travaux d'été dans les circonscriptions
10 août – 7 septembre	Période au Sénat consacrée aux travaux dans les Etats pour la Fête du travail
1 octobre	Début de l'exercice 2010
30 octobre	Date cible de clôture à la Chambre des représentants (aucune date cible n'a été fixée à ce jour par le Sénat)
31 décembre	L'autorisation actuelle du Système généralisé de préférences viendra à expiration. Pour la Colombie, l'autorisation actuelle pour la Loi sur les préférences tarifaires andines viendra à expiration soit ce jour-là, soit lors de l'entrée en vigueur de l'ALE.

Tableau 6 : Programmes commerciaux préférentiels des Etats-Unis

Classés par ordre d'expiration prévue des autorisations des programmes

Programme	Couverture des produits	Situation actuelle
Loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins (ATPA)	Etendue : presque tous les produits sont visés à l'exception des textiles et vêtements, les huiles, et quelques autres	Pour la Colombie et le Pérou, l'autorisation actuelle du programme viendra à expiration soit le 31 décembre 2009, soit au moment de l'entrée en vigueur de l'ALE. Pour la Bolivie et l'Equateur, l'autorisation actuelle arrivera à terme soit le 30 juin 2009, soit le 31 décembre 2009 (si le président informe le Congrès que certains critères ont été remplis).
Loi sur la promotion des échanges avec les pays andins et l'éradication des drogues (ATPDEA)	La plus exhaustive : pratiquement tous les produits non couverts par l'ATPA sont visés, avec toutefois des règles d'origine plus strictes pour certains produits (surtout les vêtements)	Idem que pour l'ATPA.
Système généralisé de préférences (SGP)	Etroite : exclut de nombreux produits qui sont frappés de droits de douane élevés	L'autorisation actuelle du programme viendra à expiration le 31 décembre 2009.
SGP pour les PMA	Plus étendue : couvre de nombreux produits qui ne sont pas visés par le SGP ordinaire, mais ne s'applique pas aux textiles et aux vêtements	L'autorisation actuelle du programme viendra à expiration le 31 décembre 2009.
Loi sur le partenariat commercial avec le bassin des Caraïbes (CBTPA)	La plus exhaustive : s'applique à presque tous les produits non couverts par la CBERA, avec toutefois des règles d'origine plus strictes pour les vêtements	L'autorisation actuelle du programme viendra à expiration le 30 septembre 2010.
Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA)	Etendue : s'applique à presque tous les produits à l'exception des textiles et vêtements	L'autorisation actuelle du programme viendra à expiration le 30 septembre 2015.
AGOA Préférences concernant les textiles et les vêtements	La plus exhaustive : les pays pouvant bénéficier de ces préférences peuvent exporter des vêtements en franchise de droits	L'autorisation actuelle portant sur la disposition relative aux tissus provenant de pays tiers viendra à expiration le 30 septembre 2012 ; l'autorisation actuelle portant sur les préférences concernant les vêtements viendra à expiration le 30 septembre 2015.
Loi d'opportunité haïtienne hémisphérique à travers l'encouragement au partenariat (loi HOPE)	La plus exhaustive : la couverture va au-delà de la CBERA/CBTPA afin d'accorder des préférences aux vêtements haïtiens qui font l'objet de règles d'origine moins strictes	L'autorisation actuelle du programme viendra à expiration le 30 septembre 2018.
Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes (CBERA)	Etendue : S'applique à presque tous les produits à l'exception des textiles et vêtements, les huiles, et certains autres	Le programme n'a pas de date d'expiration et sera maintenu à moins et jusqu'à ce que le Congrès prenne des mesures pour l'abroger.

**Tableau 7 : Responsables clés de la politique économique
au sein de l'administration Obama**

	Fonction	Expérience au Congrès	Résultats en matière de politique commerciale
Barack Obama*	Président	Sénat, 2004-2008	Résultats variables : il a soutenu certains ALE (p.ex. le Pérou) mais s'est opposé à d'autres accords (p.ex. le CAFTA)
Joseph Biden*	Vice-président	Sénat, 1973-2008	S'est positionné en faveur du commerce au début de sa carrière mais a voté contre les ALE les plus récents
Rahm Emanuel	Chef de cabinet de la Maison blanche	Chambre, 2003-2008	A voté pour les ALE avec le Chili et le Pérou mais contre le CAFTA
Hillary Clinton*	Secrétaire d'Etat	Sénat, 2001-2008	Des résultats variables, identiques (mais depuis plus longtemps) à ceux du Président-élu Obama
Timothy Geithner	Secrétaire au Trésor	[Aucune]	[Aucune prise de position connue]
Ron Kirk	Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales	[Candidat malheureux au Sénat, 2002]	[Aucune prise de position connue]
[à déterminer]	Secrétaire au Commerce	[inconnu]	[inconnu]
Janet Napolitano	Secrétaire à la Sécurité intérieure	[Aucune]	[Aucune prise de position connue]
Tom Vilsack*	Secrétaire à l'Agriculture	[Aucune]	[Aucune prise de position connue]
Hilda Solis	Secrétaire au Travail	Chambre, 2001-2008	Au sein du Cabinet, c'est la personne qui a le moins soutenu le commerce, s'opposant de manière constante aux ALE
Ray LaHood	Secrétaire aux Transports	Chambre, 1995-2008	Seul Républicain du Cabinet, Ray LaHood est un fervent partisan du commerce.
Steven Chu	Secrétaire à l'Energie	[Aucune]	[Aucune prise de position connue]

* : Faisait partie des candidats à la nomination présidentielle du Parti démocrate en 2008. Ce groupe comprenait également le Gouverneur du Nouveau-Mexique, Bill Richardson, qui a été choisi initialement pour être le Secrétaire au Commerce mais a renoncé à sa nomination.

Tableau 8 : Votes sur le commerce à la Chambre des représentants, 1979-2008

Pourcentages en faveur du commerce (votant pour les initiatives d'ouverture des marchés ou contre les initiatives de fermeture des marchés) ; catégories classées en fonction de leur degré d'adhésion

Année	Enjeu	Dém. (A)	Rép. (B)	(B)-(A)
Moyenne pour les accords multilatéraux et avec des pays développés		79,2	86,2	7,0
2005	Rejet du retrait des Etats-Unis de l'OMC	76,9	82,6	5,7
2004	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et l'Australie	58,0	89,2	31,2
2000	Rejet du retrait des Etats-Unis de l'OMC	89,2	84,7	-4,5
1994	Approbation du projet de loi de mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay	65,2	68,4	3,2
1988	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et le Canada	87,8	93,8	6,0
1979	Approbation du projet de loi de mise en œuvre des accords du Cycle de Tokyo	98,0	98,7	0,7
Moyenne pour les accords de libre-échange avec des pays en développement du Moyen-Orient		57,5	93,5	36,0
2006	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et Oman	11,1	87,7	76,6
2005	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et le Bahreïn	58,7	94,2	35,5
2004	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et le Maroc	60,0	91,9	31,9
1985	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et Israël	100,0	100,0	0,0
Moyenne pour les préférences en faveur des pays en développement		47,3	86,0	38,7
2007	Approbation du projet de loi pour le renouvellement de la loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins	82,5	90,3	7,8
2001	Renouvellement de l'engagement en faveur de la loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins	27,2	91,1	63,9
2000	Approbation des préférences pour l'Afrique et le Bassin des Caraïbes	61,8	85,9	24,1
1997	Expansion des préférences en vertu de l'Initiative du Bassin des Caraïbes	23,5	62,1	38,6
1984	Retrait des nouvelles économies industrialisées asiatiques du SGP	36,3	91,0	54,7
1983	Approbation de la loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes	56,0	90,1	34,1
1982	Approbation de la loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes	43,6	91,5	47,9
Moyenne pour les accords de libre-échange avec des pays en développement en dehors du Moyen-Orient		33,9	86,2	52,3
2007	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et le Pérou	48,4	91,7	43,2
2005	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALEAC-RD	7,4	88,2	80,8
2003	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et le Chili	36,9	87,8	50,9
2003	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALE entre les Etats-Unis et Singapour	37,1	87,9	50,8
1993	Approbation du projet de loi de mise en œuvre de l'ALENA	39,5	75,4	35,9
Moyenne pour l'octroi d'un mandat de négociation		16,0	85,3	69,3
2008	Suspension du mandat pour la promotion des échanges commerciaux pour l'ALE avec la Colombie	4,4	92,5	88,1
2001	Approbation du projet de loi pour l'octroi d'un mandat pour la promotion des échanges commerciaux	10,0	89,4	79,4
1998	Approbation de la prolongation de la procédure d'approbation accélérée	14,5	68,0	53,5
1991	Rejet de la prolongation de la procédure d'approbation accélérée	34,9	87,0	52,1
Moyenne pour les 26 votes		48,8	87,1	38,3
Moyenne des 7 votes sous des administrations démocratiques		56,0	77,6	21,6
Moyenne des 19 votes sous des administrations républicaines		46,2	90,6	44,4

Trois catégories de votes sont exclues du tableau. Premièrement, celui-ci ne reprend pas les votes se rapportant à des produits ou secteurs uniques (ex. : sucre ou acier). Les votes sur ces mesures tendent davantage à être déterminés par la composition économique de la circonscription du législateur que par le parti. Deuxièmement, le tableau fait fi des projets de loi visant des sanctions économiques ou des questions connexes (ex. : traitement NPF pour la Chine). Troisièmement, il ne tient pas compte des votes sur les projets de loi généraux liés au commerce de 1974, 1984 et 1984 contenant une telle diversité de questions que l'on ne peut être certain de la position du législateur à leur égard. Alors que le vote de 2001 pour l'approbation d'un projet de loi octroyant un mandat pour la promotion des échanges était lui aussi un projet de loi général comportant d'autres mesures, les autres points qu'il contenait ont recueilli beaucoup moins d'attention que les trois autres projets de loi. Nous avons choisi de commencer par 1979, car cette date correspond à la première utilisation de la procédure d'approbation accélérée pour l'adoption d'un accord commercial majeur.

Source : sur la base des données du Congressional Quarterly Almanac (divers) et du site web de la Chambre des représentants

Tableau 9 : Typologie des membres du Congrès selon leurs positions sur la politique et les préférences commerciales

Position sur les préférences commerciales pour les pays en développement

		Favorable	Sceptique
Position sur la libéralisation du commerce en général	Favorable	<p>Les partisans du libre-échange général</p> <p>Les législateurs de ce groupe ont tendance à favoriser toute mesure d'ouverture des marchés, qu'elle soit préférentielle ou réciproque.</p> <p>La majorité des républicains relève de cette catégorie, ceux-ci se prononçant presque systématiquement en faveur des initiatives favorables au commerce. Un petit groupe de démocrates en fait également partie.</p> <p>John Boehner (républicain-Ohio), David Dreier (républicain-Californie), et Gregory Meeks (démocrate-New York) en sont quelques figures de proue.</p>	<p>Les partisans du libre-échange pur et dur</p> <p>Les législateurs de ce groupe ont une préférence non dissimulée pour des mesures réciproques d'ouverture des marchés plutôt que pour des préférences unilatérales. Ils insistent sur le fait que les grandes économies émergentes prennent des engagements plus solides dans le Programme de Doha pour le développement et préfèrent que les autres pays en développement négocient des ALE plutôt que de s'en remettre à des préférences unilatérales.</p> <p>La figure de proue de ce groupe est le sénateur Charles Grassley (républicain-Iowa). Le sénateur Max Baucus (démocrate-Montana) adopte parfois des positions similaires.</p>
	Sceptique	<p>Les partisans d'exceptions pour les préférences</p> <p>Certains législateurs, détestant voter en faveur de la libéralisation du commerce en d'autres temps, sont plus favorables aux préférences unilatérales, car elles bénéficient à des pays proches de groupes de leurs circonscriptions et/ou parce qu'elles peuvent être abolies voire soumises aux conditions stipulées par le Congrès.</p> <p>Le député Charles Rangel (démocrate-New York) fait figure de proue dans ce groupe. Il privilégie les préférences en faveur de l'Afrique et du Bassin des Caraïbes aux autres initiatives. Certains démocrates dont les électeurs sont majoritairement hispaniques relèvent également de cette catégorie.</p>	<p>Les réfractaires au commerce pro-travailleurs</p> <p>Les législateurs de ce groupe se méfient plus des initiatives de libéralisation du commerce susceptibles d'augmenter les importations en provenance de pays en développement que des accords multilatéraux.</p> <p>Si la plupart des démocrates relèvent de cette catégorie, elle peut toutefois être divisée en deux groupes supplémentaires. L'un est viscéralement opposé à la libéralisation du commerce et vote toujours contre (le Sén. Sherrod Brown [démocrate-Ohio] par exemple), mais l'autre soutient les ALE ou les préférences lorsque les conditions posées sont satisfaites (par ex., le député Sander Levin [démocrate-Michigan]).</p>